

Les espoirs d'une vraie reprise cette année s'amenuisent

- Le PIB ne devrait progresser que de 0,7 % cette année selon l'Insee.
- Le gouvernement, qui espère 1 % de croissance, voit ses objectifs fragilisés.
- Le taux de chômage devrait encore augmenter légèrement sur l'année.

Guillaume de Calignon
gcalignon@lesechos.fr

La reprise va-t-elle encore rester scotchée dans les starting-blocks ? L'Insee a dévoilé hier ses prévisions pour 2014 et elles sont maussades. Selon l'institut statistique, le PIB ne devrait croître que de 0,7 % cette année et non pas de 1 %, comme le gouvernement l'attend. Après une croissance de 0,4 % l'an passé, l'Hexagone connaîtrait une reprise bien faible.

C'est le premier trimestre qui plombe la croissance de l'année. L'activité n'a pas progressé entre janvier et mars, contrecoup des hausses de TVA et d'un hiver doux. Elle devrait toutefois accélérer et grimper de 0,3 % par trimestre d'ici à la fin de l'année, prévoit l'Insee. A Bercy, qui n'entend pas changer sa prévision avant septembre, on se félicite qu'à partir du deuxième trimestre, « l'économie française croîtra à un rythme de 1 %. Et la reprise pourrait se raffermir en cours d'année en fonction de la réaction des entreprises aux décisions de politique économique », ajoute-t-on. Un optimisme que ne partage pas vraiment l'Insee. « Les freins restent nombreux et la croissance ne décollera pas », avertit Vladimir Passeron, l'un des ses économistes.

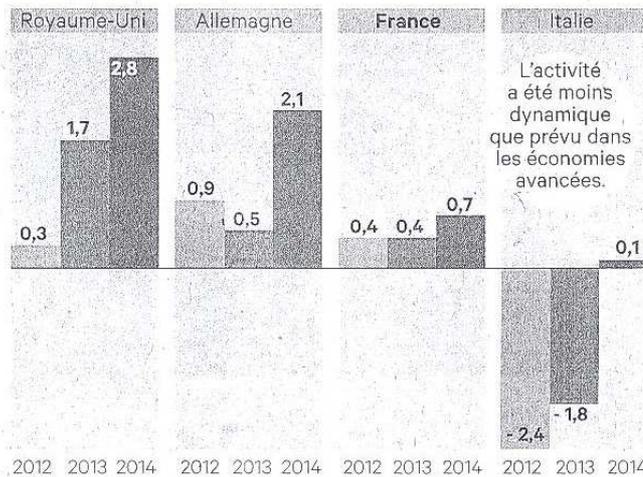
La réduction de la dépense publique va peser sur l'économie en 2014. Les salaires grimpent eux, faiblement dans un contexte de chômage toujours élevé, et le pouvoir d'achat des ménages s'améliorera surtout grâce à la faiblesse de l'inflation. Mais il ne faudra pas compter sur des gains conséquents : la consommation ne devrait augmenter que de 0,3 % cette année. Et encore, cela suppose que les Français réduisent de 1,4 point leur taux d'épargne d'ici à la fin de l'année, à 14,7 % de leur revenu disponible...

« La croissance risque de rester faible à court terme, un peu comme entre 1994 et 1997, quand la France devait se qualifier pour l'euro. »

JEAN-BAPTISTE PETHE
Economiste chez Exane
BNP Paribas

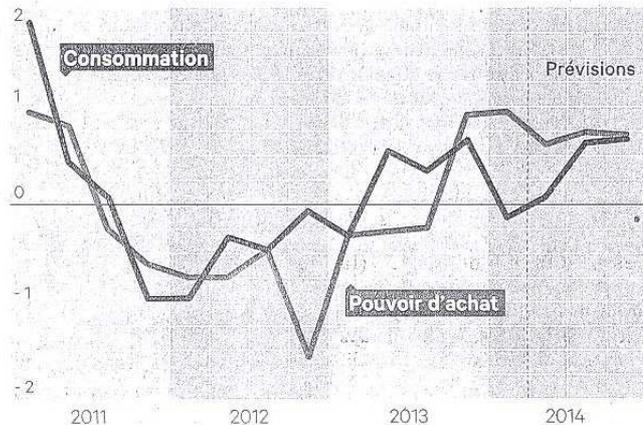
Croissance

Variation annuelle du PIB



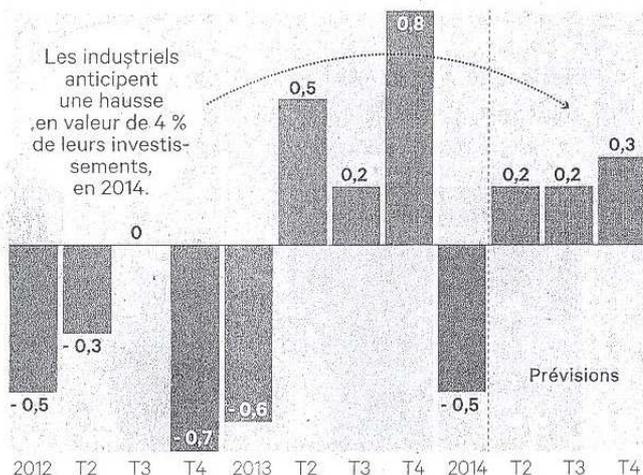
Consommation et pouvoir d'achat des ménages

Glissement annuel en %, en France



Investissement des entreprises

Variation trimestrielle en %, en France



« La France est dans une période de transition », explique Jean-Baptiste Pethe, économiste chez Exane BNP Paribas. « Le gouvernement mène une politique de l'offre, nécessaire pour redresser les marges des entreprises, alors que la politique budgétaire continue à être restrictive. Les revenus des ménages vont grimper moins vite en raison de la modération salariale et du gel de certaines prestations sociales. Et comme les profits des entreprises mettent du temps à remonter, l'investissement redémarrera avec retard. La croissance risque donc de rester faible à court terme, un peu comme entre 1994 et 1997, quand la France devait se qualifier pour l'euro. »

Moral des patrons en berne

D'autant que les chefs d'entreprise restent pessimistes. Le moral des patrons ne progresse plus depuis septembre 2013 et se trouve en dessous de sa moyenne de long terme. « Il y a un léger frémissement de la demande émanant des entreprises, mais le taux de marge est très bas, on ne peut donc envisager une accélération de l'investissement », estime Vladimir Passeron. Celui-ci n'augmenterait que de 0,7 % cette année. Le commerce extérieur est aussi peu dynamique. Les exportations françaises, pénalisées par la hausse de l'euro, ne devraient pas profiter de l'accélération de la demande adressée par nos partenaires commerciaux. Pour les entreprises, la seule bonne nouvelle proviendra de leurs profits. Le taux de marge devrait atteindre 30,8 % de la valeur ajoutée, soit 1,3 point de plus qu'un an auparavant. D'abord parce que les entreprises profiteront de la mise en place du crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité (Cice). Ensuite parce que « les salaires réels [c'est-à-dire en retranchant l'inflation, NDLR] devraient progresser de 1 %, un peu moins vite que les gains de productivité », selon Laurent Clavel de l'Insee.

Reste un problème de taille : le chômage devrait une nouvelle fois progresser cette année pour représenter 9,8 % de la population active fin 2014 en France métropolitaine (+0,1 point). L'économie française ne créera que 54.000 nouveaux emplois, provenant « exclusivement de la montée en charge de l'emploi aidé dans les administrations publiques », note l'Insee pour qui « cela ne suffira pas pour absorber la hausse de la population active ».